



Africa Europe Faith and Justice Network

Réseau Afrique Europe Foi et Justice

ECHOS D'AEFJN

N. 27 – avril 2016

www.aefjn.org

aefjn@aefjn.org

REFLEXIONS

Programmes Internationaux de Sécurité Alimentaire: Nourrir ou Saigner l'Afrique?

Dans le cadre de l'universalité et de l'indivisibilité des droits humains, le droit à une vie digne est intrinsèquement lié au droit à une alimentation de qualité et nourrissante et à la promotion d'autres droits, valeurs et cultures qui permettent aux citoyens de mener une vie continuellement et progressivement plus digne. Par conséquent, cela devient un profond souci lorsque les gouvernements nationaux africains souscrivent à chaque programme international de développement rien que parce qu'il porte l'étiquette de la sécurité alimentaire, alors qu'en fait les programmes sont orientés vers le pillage de leurs ressources et violent arbitrairement les droits des citoyens. C'est encore plus préoccupant lorsque les gouvernements nationaux africains décrètent des législations qui violent les droits de leurs citoyens en faveur d'entreprises transnationales européennes ou américaines, parce qu'ils veulent maintenir la relation avec les "pays puissants du monde". Toute l'affaire défie le développement humain réel qui concerne l'avancement authentique du peuple. L'intégrité de l'humanité collective exige que nous continuions à faire pression pour des transactions qui respectent les droits inaliénables de toutes les personnes humaines. [Plus d'informations](#)

DU BUREAU D'AEFJN

Les Clés pour une croissance économique durable en Afrique

Etant donné la nouvelle étape ouverte avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) approuvés par les Nations unies, les Accords de partenariat économique (APE) devraient être négociés et appliqués avec à l'esprit les ODD qui, entre autres, cherchent à éradiquer l'extrême pauvreté en combattant l'inégalité et l'injustice, à promouvoir l'égalité des genres et à préserver l'environnement. Cependant, les négociations techniques des APE semblent se soucier davantage de la croissance du commerce que des personnes que ces accords sont destinés à servir. La croissance économique n'est pas bonne en soi et ne peut être le but. La croissance économique sans limites mène à un modèle de consommation dérégulée qui cause un dommage irréparable à la population et à l'environnement, spécialement en Afrique. C'est pourquoi je crois que pour arriver à une croissance économique durable, les APE doivent être inspirés par le bien commun de la population et chaque mesure particulière doit viser le développement humain dans le respect total de l'environnement. [Plus d'informations](#)

Les ODD: Un instrument pour s'attaquer au pouvoir des entreprises ?

Les objectifs de développement durable mentionnent un chemin vers la consommation et la production durables ; ceci demandera une transformation des chaînes de valeur globale où le pouvoir est concentré dans les mains des entreprises. Actuellement, les sociétés transnationales contrôlent environ 80% du commerce mondial par des chaînes de valeur intégrées. De plus, à travers le monde, les sociétés

multinationales tirent profit des lacunes des lois internationales pour déplacer les profits à l'étranger tout en évitant les taxes. Dans plusieurs pays en développement la croissance économique est tirée par l'extraction de ressources et de produits agricoles, tout en concentrant les revenus dans quelques mains, tandis que la création d'emplois décents est minimale. Si les ODD veulent être efficaces, il est impératif qu'ils changent les relations de pouvoir économique en assurant que de la valeur puisse être créée et retenue dans les pays en développement. Pour un véritable développement durable, un changement de paradigme est nécessaire. [Plus d'informations](#)

A LA UNE

La politique d'investissement de l'U.E. : un frein à la politique foncière qui se met en place ?

En 2011, la République Démocratique du Congo a adopté une nouvelle législation, longtemps attendue par les organisations paysannes car elle est censée protéger le droit à la terre de 70% du peuple congolais qui dépend de l'agriculture pour sa subsistance. L'article 16 de cette loi avait été conçu pour éviter l'accaparement des terres par les investisseurs étrangers. Il limitait l'accès aux terres arables aux citoyens congolais ou aux entreprises dont la majorité des parts appartenaient à des Congolais. Cette disposition fut dénoncée comme discriminatoire par les investisseurs étrangers regroupés au sein de la F.E.C. (*Fédération des Entreprises du Congo*). [Plus d'informations](#)

Toujours pas de régulation contre les perturbateurs endocriniens

Quand l'Union Européenne disposera-t-elle enfin d'une réglementation sur les perturbateurs endocriniens chimiques (PEC) ? Ce sont environ un millier de substances de synthèse qui sont présentes partout dans notre environnement (pesticides, herbicides, plastiques, textiles, cosmétiques, ordinateurs, matériaux de construction...). Les plus connues du grand public sont le bisphénol A (dont l'UE a interdit l'usage dans les biberons) ou les phtalates. En raison de leur interaction avec les systèmes hormonaux, ces produits chimiques sont fortement suspectés d'avoir des effets néfastes sur la santé humaine (lire ci-contre). Si bien que l'Organisation mondiale de la santé a qualifié les PEC de « **menace globale** ». [Plus d'informations](#)

ACTION

Action Symbolique à Bruxelles : contre le soutien de l'UE à la Nouvelle Alliance

Le 14 mars, AEFJN conjointement avec Global Justice Now, Peuples Solidaires, Action Aid France, SOS Faim et CCFD-Terre Solidaire, a organisé une action pour demander à l'U.E. de retirer son soutien à la Nouvelle Alliance. La Nouvelle Alliance avantage les grandes entreprises et les aide à obtenir l'accès à des terres, aux semences et aux marchés africains. Ces politiques menacent les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et la souveraineté alimentaire des Africains à travers le continent. L'action a eu lieu le jour où le comité de Développement du Parlement Européen se réunissait pour examiner la Nouvelle Alliance. Environ 30 personnes de différentes organisations et d'autres ont rejoint la manifestation devant le Parlement Européen et ont fait campagne sur les médias sociaux. [Plus d'informations](#)

VIDEOS

[Réaction sur la loi européenne sur le secret des affaires](#) (uniquement en français)

Point de vue pertinent sur la loi européenne sur le secret d'affaires.

[Tournons la Page](#) (uniquement en français)

Vidéo campagne des associations africaines en France

[La participation de la Belgique à la Banque Mondiale](#)

Vidéo campagne Belgique SOS Faim (uniquement en français)

[Mining Coltan in the DRC \(extraction du coltan en RDC\)](#)

Dans un secteur trop souvent dominé par l'exploitation et les violations de droits humains, la mine Fungamwaka démontre comment le secteur pourrait être remis en ordre sous une réglementation efficace. (anglais uniquement)

[Enoughness: restoring the Balance in the Economy \(assez: restaurer l'équilibre dans l'économie\)](#)

Vidéo sur la transformation de l'économie (anglais uniquement)

[Petition to tell EU leaders to stop conflict minerals \(petition pour dire aux dirigeants de l'UE de mettre fin aux minerais de conflit\)](#)

Vidéo de campagne pour une meilleure réglementation sur les minerais de conflit et pour signer la pétition "Dites aux dirigeants de l'UE de mettre fin aux minerais de conflit" [Signez la pétition](#) (anglais uniquement)